

Il est temps de relever la tête!

L'édito

Pierre Veya
Rédacteur
en chef adjoint



Le «bon élève» suisse est aussi un modèle pour beaucoup d'autres Etats. Les budgets de la Confédération sont soumis à un frein à l'endettement, imaginé et plébiscité par le peuple au lendemain des dérives financières des années 90. Depuis 2003, le Conseil fédéral et les Chambres s'y accrochent avec une persévérance tout helvétique. Si nul ne remet sérieusement en cause aujourd'hui l'instrument, repris par d'autres Etats, comme l'Allemagne, plusieurs indicateurs devraient nous alerter, nous inciter à relever la tête. Et à changer de cap sur le programme d'économies que l'on poursuit dans une sorte d'aveuglement qui saisit tous ceux qui confondent la règle avec son dogme.

Les signaux? L'économie suisse ralentit. Et pour la première fois depuis de nombreuses années, nos perspectives de croissance sont inférieures à celles de notre premier partenaire, l'Europe! L'immigration n'est clairement plus le moteur principal sur lequel nous pouvons compter, comme l'écrivent très justement les économistes d'UBS. Quant au franc, il demeure surévalué et continuera de peser sur le niveau des exportations sans que la BNS puisse agir.

Le programme d'économies renforce les effets du franc fort alors même que les exportateurs appellent à l'aide

Bref, nous voilà pris au piège, dans une situation anormale, exceptionnelle au plan macroéconomique et pour tout dire paradoxale. Le programme d'économies renforce les effets du franc fort, alors même que les exportateurs appellent à l'aide! Un tel contexte mérite une autre politique. Il faut investir pour contrer le déclin inexorable qui nous guette. Ce rôle, c'est celui de l'Etat quand la Banque centrale devient impuissante. L'une des solutions envisagées est connue: elle consistait à créer un fonds souverain pour affaiblir artificiellement la monnaie. Elle a été rejetée sans même avoir été discutée. Une autre solution, plus classique, vise à accélérer les projets d'infrastructures et à accentuer les efforts budgétaires dans l'éducation et la recherche dont la rentabilité sociale et économique peut être considérée comme certaine. De tels investissements sont aussi importants que les conditions-cadres qui favorisent la concurrence et l'esprit d'entreprise. Ils ne sont pas en contradiction avec la bonne gouvernance dont se félicite ce pays. Investir avec des taux à zéro (donc gratuitement) est la réponse à une menace qui porte un nom redoutable: la déflation!

Lire ci-contre

pierre.veya@lematindimanche.ch

Il est urgent d'investir pour

Conjoncture Au cœur d'une actualité économique tendue, «Le Matin Dimanche» a interrogé des professeurs sur les risques de ralentissement qui ne peuvent plus être combattus que par la politique budgétaire.

Pierre Veya
pierre.veya@lematindimanche.ch

Stop, arrêtez les économies! C'est le message transmis par quatre professeurs d'économie sur les six que «Le Matin Dimanche» a interrogés (lire ci-dessous). Que craignent-ils? Que la conjoncture baisse dangereusement et, qu'à ce rythme, elle passe dans le rouge. Le Secrétariat à l'économie (SECO) reconnaît explicitement le danger; il vient de revoir à la baisse ses prévisions et table désormais sur un taux de croissance de 1,4% pour 2016. Samy Chaar, l'économiste en chef de la banque privée Lombard Odier pense même que nous sommes déjà à «zéro» si l'on retranche l'inflation (négative) du montant du Produit intérieur brut nominal (PIB)! Surtout, il milite fermement «pour un arrêt du programme d'austérité» de la Confédération, qui vise à économiser entre 1 et 1,5 milliard de francs jusqu'en 2019, dont 500 millions dans le seul budget de l'éducation et de la recherche.

Une situation anormale

Pour Samy Chaar, la Suisse est tout simplement dans une situation «anormale», et très particulière. Pour tout dire dangereuse. La croissance suisse s'affaiblit inexorablement sans que la Banque nationale suisse (BNS) puisse encore agir. Dans un cycle normal, la Banque centrale baisse le prix du loyer de l'argent pour inciter les banques, les entreprises et les particuliers à emprunter. Or, en Suisse la BNS a quasi épuisé ses

munitions. La baisse des taux d'intérêt est à son maximum ou presque; ils sont même négatifs. Pour être plus concret, la politique monétaire a atteint ses limites dans sa capacité à stimuler la croissance. «Dans une telle situation, il faut que les collectivités publiques prennent le relais et consentent à dépenser», explique l'économiste en chef de Lombard Odier.

Le pays en a les moyens. L'endettement de la Confédération est faible, à peine 16,8% du PIB (un peu plus de 32% si l'on additionne les dettes cantonales et communales) alors que les critères «vertueux» de Maastricht fixent la barre à 60%. Plus important, l'excédent des comptes cou-

«La situation actuelle frise l'absurde!»

Jean-Pierre Béguelin, ancien chef économiste de la Banque Pictet

rants, soit pour faire simple l'état des comptes de la nation après que les pouvoirs publics et les ménages ont bouclé leurs fins de mois, est largement excédentaire (+9,1% du PIB). En clair, la Suisse est non seulement peu endettée mais très solvable. La force du franc est la rançon de ce succès.

Dans la réalité, les Suisses dépensent de moins en moins et se contentent d'épargner, à l'image de ce que font cantons, communes et Confédération. Pour Jean-Pierre Béguelin, ancien chef économiste de la Banque Pictet, «la Suisse est en passe d'établir un nouveau record mondial et rarissime: entrer en récession avec

un solde budgétaire et une balance courante largement excédentaire». Médicalement parlant, la Suisse pourrait tomber malade, tout en étant dans un état de santé éclatant! «Cela frise l'absurde», conclut Jean-Pierre Béguelin.

Ueli Maurer se montre inflexible

Malgré ce risque, le Conseil fédéral et une majorité aux Chambres fédérales entendent poursuivre leur politique de restriction budgétaire alors même que les comptes fédéraux viennent de boucler avec un... bénéfice de 2,3 milliards de francs. Cette bonne surprise n'entame pas la détermination du nouveau ministre des Finances Ueli Maurer, qui déclare «anticiper une détérioration future des recettes de la Confédération».

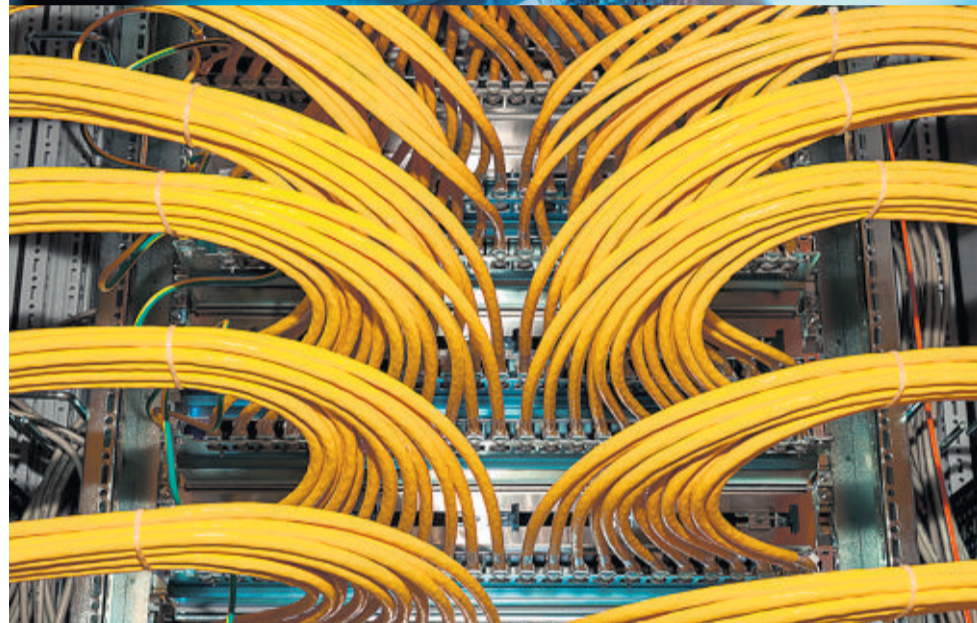
Les économistes interrogés ne remettent pas en cause le frein à l'endettement qui oblige la Confédération à équilibrer ses comptes. Simplement, ils estiment que ce frein est appliqué de manière trop rigide et n'a pas été conçu pour une période aussi particulière. Ils ne sont toutefois pas unanimes. Reto Foellmi, de l'Université de Saint-Gall, et Christoph Schaltegger, de l'Université de Lucerne, ne croient pas que la politique budgétaire «puisse sérieusement améliorer la situation». Ils défendent une rigueur budgétaire orthodoxe, très répandue en Suisse alémanique. Les partisans d'une intervention insistent sur le fait qu'il faut agir sur les investissements (routes, rail, écoles, recherche, technologies). A aucun moment, ils ne songent à augmenter le salaire ou le nombre de fonctionnaires. «Nous ne sommes pas ici dans un débat keynésien mais bien dans une démarche qui vise à améliorer l'offre, la compétitivité et la productivité d'une économie», résume Samy Chaar. ●

Débat L'avis de six professeurs d'économie sur la poursuite ou non du plan d'économies lancé par la

	Compte tenu des risques conjoncturels et de la situation monétaire très particulière du moment, ne faudrait-il pas stopper dans une situation d'économies que la Confédération et les collectivités publiques poursuivent, afin d'éviter la récession?	Le frein à l'endettement n'est pas en cause dans son principe. Mais ne faudrait-il pas l'adapter pour soutenir la croissance dans une situation aussi délicate et difficile (franc fort, taux d'intérêt négatifs, risque de récession)?
 Philippe Bacchetta Professeur de macroéconomie HEC Lausanne et au Swiss Finance Institute	Oui. Ce n'est pas un bon moment pour appliquer ces programmes.	Oui. La Suisse a appliqué de manière trop zélée le frein à l'endettement. Depuis le début de la crise financière, contrairement aux autres pays, la Suisse réduit sa dette publique, ce qui représente une mauvaise gestion macroéconomique. De plus, cette diminution des actifs sûrs en francs suisses contribue à la force du franc suisse.
 Jean-Pierre Danthine Professeur hon. HEC Lausanne, ancien vice-président de la BNS	Oui. Dans un monde idéal, le secteur public ne cumulerait pas un coup de frein fiscal et un coup de frein monétaire déclenché avec l'abandon du taux plancher. Il ne faut toutefois pas affaiblir la volonté de rigueur budgétaire sur le moyen terme.	Oui. Le frein à l'endettement a magnifiquement servi le pays. Mais un outil peut toujours être amélioré. Le raisonnement qui a conduit à une clause de flexibilité en cas de récession devrait aussi permettre une flexibilité préventive afin de désactiver le frein à l'endettement dans des conditions exceptionnelles et justifiables, comme celle qui prévaut aujourd'hui.
 Cédric Tille Professeur d'économie à IHEI Genève, spécialiste des banques centrales	Oui. L'expérience internationale montre que, dans les circonstances actuelles, la conjoncture est particulièrement sensible à la politique budgétaire. L'économie suisse est déjà dans une situation suffisamment délicate. Evitons de lui compliquer la tâche.	Oui. Le frein est un très bon outil. Il a cependant été conçu dans le contexte de récessions courtes comme par le passé. Le cycle actuel est plus long car il reflète une phase de désendettement global, notamment aux Etats-Unis et en Europe. Le calibrage du frein doit être adapté à cette nouvelle donne.
 Charles Wyplosz Professeur à IHEI Genève, directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires	Oui. Je ne crois pas qu'il y ait vraiment un risque de récession, juste de ralentissement. C'est typiquement le genre de situation où il est bon de laisser glisser le budget. Les corrections se font dans les phases de croissance soutenue.	Oui. L'esprit du frein à l'endettement est de stabiliser la dette sur la durée d'un cycle, pas année après année et quelle que soit la phase du cycle. Le texte est ambigu et certains ont choisi de l'interpréter de manière rigide. La même mesure a été adoptée en Allemagne et le texte est plus flexible, même si l'actuel gouvernement l'applique de manière très rigide!
 Reto Foellmi Professeur d'économie internationale à l'Université de Saint-Gall, directeur de l'Institut SIAW	Non. S'il existe une grande incertitude sur la situation actuelle, je doute que la raison soit à rechercher dans l'insuffisance de la demande. De plus, je constate que l'Etat est actif: l'emploi croît principalement dans le secteur public ou dans la santé.	Non. La crédibilité du frein à l'endettement souffrirait s'il était levé dans une situation de croissance raisonnable de l'économie, comme c'est le cas actuellement. La situation serait différente si la tendance s'annonçait très différente. Mais s'endetter dans la situation actuelle n'améliorerait pas la situation.
 Christoph Schaltegger Professeur d'économie politique aux Universités de Lucerne et de Saint-Gall	Non. La situation économique de la Suisse est robuste. En 2017, on prévoit une croissance économique de 1,5 à 2%. Le vieillissement de la population allié à l'accroissement des coûts de la santé pèseront de tout leur poids sur les finances publiques. Enfin, le programme de stabilisation 2017-2019 est vraiment très modeste.	Non. Le frein aux dépenses permet un endettement qui tient compte de la conjoncture. Certaines branches ont des difficultés structurelles, mais la conjoncture générale est stable. Abandonner le frein à l'endettement ne sert pas à grand-chose dans cette situation, car cela aurait des effets collatéraux non négligeables et affaiblirait la stabilité du pays.

Photos: Hugues Siegenthaler, UNIL, Florian Cella, Celine Michel, Hamelore Foerster/Gettyimages, DR

sauver la croissance en danger



En chiffres

2003

Frein aux dépenses
La Suisse adopte le frein à l'endettement, né des dérives de la dette des années nonante.

16,8%

La dette
C'est le taux d'endettement par rapport au PIB suisse.

1,5 milliard

Economies
Les économies que le Conseil fédéral doit réaliser d'ici à 2019.

1,4%

La croissance
Le produit intérieur brut (PIB) devrait progresser de 1,4% en 2016, selon le SECO. UBS et Credit Suisse tablent sur 0,8 à 1,1%.

1,7%

Europe
C'est le taux de croissance de la zone euro pour 2016 (prévisions de février).

Photos: forotolia, iStock, Gaetan Bally/Keystone

Confédération pour les années 2016 à 2019

Les conditions exceptionnellement favorables auxquelles les collectivités publiques peuvent emprunter ne devraient-elles pas les inciter à accélérer les investissements qu'elles ont promis de consentir, en particulier dans les infrastructures, la recherche ou l'éducation?	Seriez-vous plutôt favorable à une baisse des impôts, ou à un accroissement du rythme des investissements? Faut-il agir sur les deux?	Partagez-vous la préoccupation du Fonds monétaire international (FMI) qui demande «aux Etats en bonne situation financière d'accroître leurs dépenses et leurs investissements afin d'éviter une nouvelle récession globale»?
Oui.	Oui. Plutôt les investissements.	Oui.
Oui... mais. Ce n'est pas le moment de couper les budgets en matière de recherche et d'éducation. Ce sont les investissements porteurs pour l'avenir. Nous n'avons pas besoin d'un véritable programme de stimulation conjoncturelle. Je serais prudent dans le cas d'infrastructures dont le besoin n'est pas avéré.	Non. Ce n'est pas une baisse d'impôts dont nous avons besoin. La consommation se porte bien et les salaires réels continuent d'augmenter.	Non. Le FMI a raison de souligner que nous sommes dans un monde interdépendant et que chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Mais le monde n'est pas au bord de la récession. Et le besoin de réformes structurelles est bien plus grand que celui d'une stimulation de la demande globale.
Oui. Il convient toutefois de ne pas faire une politique «d'arrosage» large mais de cibler les investissements qui soutiendront la croissance future, notamment dans les infrastructures, l'éducation et la recherche.	Oui. L'effort devrait porter avant tout sur les investissements. Les besoins sont clairs. La Confédération peut en outre emprunter à de meilleurs taux que les entreprises, car la dette publique est perçue comme étant particulièrement sûre par les investisseurs.	Oui. Si des Etats comme la Grèce ont de sérieux problèmes de finances publiques, bien d'autres, comme l'Allemagne, ont encore suffisamment de marge. Une politique de soutien de la demande dans ces derniers aiderait l'effort d'ajustement des premiers.
Oui. Bien sûr! Quand on emprunte à taux zéro ou négatif, on peut financer des quantités de projets. Pour peu qu'ils soient (modérément) rentables, ils se remboursent automatiquement.	Oui. Emprunter n'a de sens que pour financer des investissements rentables. Il peut y avoir de bonnes raisons de baisser les impôts, mais il faut alors baisser les dépenses régulières (pas les investissements) en proportion.	Oui. Absolument.
Oui et non. Une discussion sur l'opportunité de réaliser de bons investissements fait sens. Les infrastructures ou l'éducation sont à un bon niveau. De bonnes conditions d'emprunt ne sont pas une raison suffisante pour décider d'investir, d'autant que le contribuable doit supporter leurs amortissements.	Non. La politique fiscale, comme la politique monétaire, doivent être prévisibles. Des recettes fiscales excédentaires doivent pouvoir être redistribuées aux consommateurs sous la forme de baisses d'impôts.	Non. Par principe, je ne partage pas cette opinion. Je ne crois pas que nous ayons à faire à une demande insuffisante. La faible demande est malheureusement d'origine structurelle.
Non, car les politiciens ont intrinsèquement tendance à générer des déficits. Les incitations à favoriser leur propre clientèle sont trop fortes pour ceux qui participent au processus budgétaire.	Oui et non. Ces deux moyens sont adéquats pour autant qu'ils respectent le cadre du frein à l'endettement.	Non, l'exemple de la politique fiscale réussie et durable pratiquée en Suisse est ce qui sert au mieux l'économie mondiale.

Les élus fédéraux passent-ils à côté de la problématique?

► Un Etat qui dépense de l'argent? Même pour éviter une récession, l'idée passe mal dans un parlement fédéral qui a fait de l'article constitutionnel sur le frein à l'endettement un dogme qui ne souffre aucune exception. «Nous avons proposé de suspendre le programme de stabilité, explique Christian Levrat, mais la droite a refusé. L'évangile selon les ultralibéraux qui dominent à Berne a été plus fort.» Pour le président du PS, il faudrait avoir un «comportement procyclique»: «Economiser par beau temps et dépenser lorsque la situation est plus tendue.» Le ministre des Finances Ueli Maurer refuse d'entrer dans ce raisonnement et renforce même le programme d'économies. Au final, une motion de Didier Berberat (PS/NE), demandant la suspension d'une année du programme de stabilité, a été balayée aux Etats et une deuxième devrait connaître le même sort au National. «Le parlement fait tout faux, s'énerve encore Christian Levrat. Il accorde des cadeaux fiscaux aux plus riches, ceux qui vont économiser, et il retire de l'argent dans les subventions aux plus pauvres, ceux qui le réinjecteraient dans l'économie.»

Gerhard Pfister, le nouveau président du PDC, ne cache pas son «scepticisme». «Attention aux réactions immédiates, aux mesures à court terme. Si nous commençons à faire des exceptions au frein à l'endettement, nous trouverons toujours une bonne raison pour le refaire», prévient-il. Cependant, il admet le «paradoxe économi-

que»: «Quand les taux sont très bas, il serait plus logique, plutôt que de réduire la dette comme nous le faisons, d'investir pour les futures générations. Mais peut-on faire confiance aux politiciens pour choisir les investissements?» Du coup, le président du PDC préconise plutôt la création d'un «fonds de génération» qui pourrait investir dans les infrastructures ou même les entreprises suisses qui ont du succès à l'étranger.

Plus à droite, aussi bien au PLR qu'à l'UDC, les positions sont fermes: pas question de toucher au frein à l'endettement. «Politiquement, je peux adhérer à l'idée d'investir davantage dans les infrastructures, la recherche et la formation, commente Olivier Feller (PLR/VD). Mais avec quel argent? Le peuple n'acceptera pas une augmentation d'impôt, il faudrait donc économiser ailleurs. Est-on prêt à lever un tabou et débattre du social par exemple?» Thomas Aeschi (UDC/ZG) rappelle que les fonds ferroviaire et routier ont été ou seront prochainement mieux dotés. Idem pour la recherche et la formation: «L'augmentation annuelle est de 7 à 8%. Nous investissons deux fois plus dans ces domaines que dans les années 90.» Et tant pis pour l'économie? «La troisième réforme des entreprises sera prête cet été. Comme dans le canton de Vaud, des baisses massives devraient avoir lieu pour les entreprises. Je suis convaincu que cela stimulera notre économie.» Circulez donc il n'y a rien à voir. Jusqu'à preuve du contraire? **Fabian Muhieddine**